COSTA RICA - Violations systématiques et structurelles à l'encontre des peuples indiens : L'État complice et lourdement responsable

Giorgio Trucchi

mardi 18 janvier 2022, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

17 décembre 2021 - À l'occasion de la visite au Costa Rica de Francisco Cali Tzay, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des peuples indiens, plusieurs organisations ont organisé un forum au cours duquel elles ont signalé la situation difficile dans laquelle vivent les peuples originels dans ce pays d'Amérique centrale.

Dans un communiqué, des représentants des peuples ancestraux ont dénoncé les menaces de mort à l'encontre de 14 leaders l'an dernier. Ils ont aussi rappelé que les assassins de Sergio Rojas et Jerhy Rivera, ont bénéficié de l'impunité totale.

Les deux activistes indiens ont été exécutés en mars 2019 et février 2020, en pleine recrudescence de la violence contre les peuples Nasö-Brörán (Térraba) et Bribri (Salitre), engagés dans la lutte pour la récupération de leurs territoires ancestraux.

Selon les statistiques de l'organisation écologiste Bloc Vert, au cours des dernières décennies au moins 25 atteintes contre des défenseurs de la terre et de l'environnement ont été enregistrées, qui se sont soldées par l'assassinat de 13 personnes.

Le rapport de la Coordinadora de Lucha Sur Sur (Coordination de lutte Sud Sud, CLSS) [1] indique que les principaux acteurs responsables d'agressions et qui bafouent les Droits humains des peuples originels sont les membres de la force publique.

« La force publique agit de façon partielle, en faveur des personnes non indiennes, qui usurpent illégalement nos territoires ancestraux » signale le communiqué ».

Cette situation est non seulement en violation de l'accord 169 de l'OIT et de la Loi indienne, qui stipulent l'inaliénabilité de ces territoires et le droit absolu des peuples originels sur ces derniers, mais elle participe aussi à des violences répétées et à une impunité permanente.

L'État complice

« Le gouvernement de Carlos Alvarado perpétue l'héritage colonial, capitaliste et patriarcal des gouvernements antérieurs. Non seulement il n'a pas fait avancer l'expropriation des terres usurpées par des non indiens, mais il a reconnu que le Plan de récupération de Territoires indiens (RTI) a pris beaucoup de retard », ont indiqué les organisations constituantes du forum.

En outre, au cours des années 2020 et 2021 quatre décisions judiciaires ont permis l'expulsion de familles indiennes des terres qu'ils avaient récupérées.

Ces situations augmentent la vulnérabilité des peuples originels costaricains et exposent ses membres à la violence incontrôlée des envahisseurs et des usurpateurs.

Résistance

Il y a quelques mois, Mariana Porras, membre de la Fecon [2] avait exprimé son inquiétude :

« Il y a une absence totale de reconnaissance du droit indien. Ils continuent à subir des invasions, des attaques, des agressions, et le système judiciaire ne tient pas compte des dénonciations. Les chefs d'entreprises et le grand capital exercent de fortes pressions pour pouvoir continuer à exploiter les territoires par leurs activités extractivistes et agroindustrielles. Il est clair qu'ils n'ont aucun intérêt à apporter une solution à cette situation. »

Les organisations réunies dans le CLSS ont dénoncé aussi l'existence d'organisations racistes qui s'en prennent aux communautés indiennes, comme ce fut le cas en février et mars de l'an dernier.

« La violence nous inquiète mais elle ne nous arrête pas. Nous ne cesserons pas de défendre nos territoires et nos peuples. Ce qu'ont semé Sergio et Jerhy nous accompagne, nous anime et continuera à nous guider jusqu'à ce que nos peuples soient libres sur leurs terres », ont conclu les organisations.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/214600>.

Notes

[1] *Informe de agresiones y violaciones a los derechos humanos contra los pueblos originarios en la zona sur de Costa Rica, enero - diciembre 2020* [Rapport sur les agressions et les violations des droits humains contre les peuples originaires dans la zone sud du Costa Rica, janvier à décembre 2020], réalisé par la CLSS.

[2] *Federación Costarricense para la Conservación del Ambiente - Fédération costaricaine pour la conservation de l'environnement.*